

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale St-Vincent

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XIe siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (r-s) annonce la teneur des travaux. © D.L.

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

RUGBY - D1

Soignies conserve son brevet d'invincibilité au terme d'un Clasico âprement disputé

Soignies a longtemps couru derrière le score dans le derby contre Frameries. Menés à la pause, les Carriers ont progressivement pris le jeu à leur compte pour finalement s'imposer en patron.

Les CPAS en difficulté pour encaisser l'impact de la réforme du chômage

MONS-CENTRE

Si des compensations fédérales sont prévues, il faut encore composer avec les exigences



con den CRA mar

Revue de presse du lundi 13 avril 2026

ROMAIN SCHREVENIS

Bis repetita pour les Verts qui remportent le Clasico alors qu'ils étaient menés au score à la pause, comme au match aller. Après deux mois de trêve, les Carriers ont entraîné à enclencher le turbo: «Nous avons changé pas mal de choses donc il fallait du temps pour se mettre au diapason. Il y a encore



pas spécialement inquiet. Il y avait une vraie sérénité dans le groupe. Nos adversaires étaient un peu fébriles par moments. Ça nous a permis d'obtenir plusieurs pénalités pour revenir au score.» Leaders avec huit points d'avance sur leur deuxième, les Carriers semblent en bonne voie pour terminer la saison la première place et accueillir une demi-finale

zone. Elle inquiète les demandeurs d'emploi de longue durée qui vont se trouver exclus, tout comme les CPAS qui s'attendent à voir affluer les demandeurs d'aide sociale.

La première phase de la réforme entre en vigueur au mois de janvier 2026. Le gouvernement fédéral a bien promis des compensa-

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

dant d'une part à devoir gérer un plus grand nombre de dossiers avec la réforme du chômage et comptant d'autre part sur des aides financières du fédéral, le CPAS de Frameries a demandé au CRAC l'autorisation d'engager du person-



Ca s'annonce compliqué pour les CPAS... © D.L.

Qua près chai nées: gou pas prov pas tion

DH | **LES**
SPORTS⁺

Le plan Quintin pour attirer les jeunes dans la police

POLICE

Recrutement accéléré, révision des salaires. Le ministre de l'Intérieur veut améliorer l'attractivité du métier de policier.

La police belge souffre depuis plusieurs années d'un manque d'attractivité et peine à attirer des jeunes candidats. Ces derniers préfèrent s'orienter vers d'autres secteurs de la fonction publique mieux rémunérés ou vers la sécurité privée, les entreprises de gardiennage.

Dans ce contexte, le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin (MR) planche sur un plan pour améliorer l'attractivité des policiers. Ce plan s'articule autour de quatre axes prioritaires: une amélioration de

l'image des policiers envers le grand public, une modernisation de la politique salariale, une accélération du recrutement et une simplification de la mobilité interne en proposant des formations aux policiers en fin de carrière.

Les syndicats veulent des policiers en plus, pas l'armée.

Aujourd'hui, la procédure de recrutement est jugée trop longue et trop rigide. L'objectif du minis-

tre: un délai maximal de 90 jours entre la candidature et l'entrée en service. Un "Fast Track" serait créé pour les profils prioritaires. Le processus serait entièrement digitalisé.

L'efficacité de la "cellule du bien-être" devrait être améliorée. Celle-ci regroupe l'assistance psychologique, le soutien social, la médiation, et le suivi des agents en difficulté (burn-out, traumatismes, conflits au travail, etc.). Un volet relatif à la modernisation des infrastructures, souvent vétustes, est également prévu.

■ "Plan cafétéria"

Le chantier le plus attendu concerne la rémunération des policiers qui prévoit notamment un "plan cafétéria", à savoir la possi-

bilité de remplacer la prime de fin d'année par un leasing vélo. Cette demande émane surtout des zones de police du nord du pays.

Les premières ébauches de ce plan ont été présentées aux organisations syndicales il y a deux semaines mais celles-ci s'apparentent, selon elles, davantage à de la communication politique, rien n'étant inscrit dans les tableaux budgétaires. Une nouvelle réunion de concertation aura lieu ce mercredi entre le ministre Quintin et les organisations syndicales.

■ La hausse de 70 euros nette toujours attendue

"Nous demandons de longue date une révision de l'échelle barémique pour les

agents opérationnels comme initié sous la précédente législature, lorsqu'Annelies Verlinden était à l'Intérieur", indique Vincent Gille, président du SLFP Police. "La première phase a été exécutée et la seconde, prévoyant une augmentation des échelles barémiques d'environ 70 euros nets pour tous les policiers, devait suivre, mais rien n'est apparu lors de la précédente concertation avec le ministre."

Des clarifications sont également attendues concernant la prise en charge des policiers qui se font aggraver, ce qui arrive de plus en plus souvent. "Quand des agents se retrouvent en incapacité de travail, ils sont trop souvent abandonnés. Il n'y a pas assez de psychologues pour le soutien de la charge psychosocial dans les administrations, les remboursements des frais médicaux mettent beaucoup trop de temps, ils reçoivent des rappels de paiements des hôpitaux et des services ambulanciers car il n'y a plus d'argent. Tout cela doit être amélioré".

Concernant le recrutement, les syndicats regrettent que le ministre semble prendre la problématique à l'envers. "L'accent est surtout mis sur le renfort au sein de la police judiciaire fédérale (PJF) mais avant de devenir enquêteur spécialisé, il faut être policier de terrain, acquérir de l'expérience. Or, les zones locales sont en sous-effectif à tous les niveaux. Il conviendrait de d'abord renforcer les équipes opérationnelles pour ensuite renforcer les rangs des PJF", ajoute Vincent

Gille. "Nous avons un ministre de l'Intérieur qui fait de la diplomatie. Il se rend à gauche à droite sur le terrain mais où sont les mesures d'engagement des policiers? Plutôt que de déployer l'armée dans les rues, il ferait mieux d'engager des inspecteurs et des agents de sécurisation des lieux sensibles. Pour cette seconde catégorie, il manque actuellement 400 personnes", regrette de son côté Eddy Quaino, permanent CGSP.

Enfin, la concertation concernant la Napap, à savoir l'aménagement de fin de carrière, doit se poursuivre ce mercredi 15 avril. Ce dispositif permet à certains policiers de cesser leur activité opérationnelle avant l'âge légal de la retraite, tout en conservant une rémunération.

■ La fête du 1^{er} mai du MR dans le viseur

Sa réduction de quatre à deux ans ainsi que le report de l'âge d'entrée dans ce régime de 58 à 59 ans, envisagée par le gouvernement Arizona, pourrait contraindre une partie des agents, notamment ceux recrutés après 2014 à travailler jusqu'à 67 ans.

En cas de blocage persistant dans ce dossier, les organisations syndicales organiseront une action de protestation le 24 avril dans le centre-ville de Bruxelles durant l'heure de pointe matinale. Une seconde action est envisagée à l'occasion de la fête du 1^{er} mai du MR qui se tiendra à Blégny-Mine.

Arnaud Farr



■ Des mesures sont à l'étude pour améliorer l'attractivité du métier de policier. © BERNARD DEMOULIN

Voici le futur uniforme des policiers locaux

Le ministre de l'Intérieur propose un nouveau design, balayant celui élaboré par sa prédécesseuse Annelies Verlinden.

Marche arrière toute ! Alors qu'une phase test était en cours et que le nouvel uniforme devait être généralisé pour tous les policiers locaux au 1er janvier 2027, le cabinet du ministre de l'Intérieur a décidé de rebrousser chemin et de présenter un nouveau design, apprend la DH.

L'uniforme des policiers locaux inchangé depuis 25 ans.

ministre de l'intérieur Bernard Quintin. Un nouveau design a alors été soumis aux syndicats : fond bleu très foncé et épaulettes jaune fluo beaucoup plus visible avec bandes réfléchissantes.

■ **“Le nouveau design est affreux”**

Le moins que l'on puisse écrire est que l'accueil réservé par les organisations syndicales pour ce nouvel uniforme est mitigé. *“Le nouveau design est affreux”*, s'exclame Eddy Quaino, permanent



■ **L'ancien design élaboré par Annelies Verlinden.** © DR

véhicules et des uniformes s'inscrit dans une volonté européenne d'harmoniser tous les véhicules de secours pour une reconnaissance plus aisée de leur rôle. Ainsi, la police est en jaune et bleu,

Depuis deux ans, les véhicules des zones de police locales ont un nouveau look, avec un stripping composé de rectangles jaune flash et bleu. Dans la foulée, les policiers locaux devaient se voir attribuer de nouveaux uniformes. Fini la traditionnelle couleur orange qui existe depuis presque 25 ans, place au bleu foncé agrémenté de touches de jaune. L'objectif: augmenter la visibilité des agents, notamment lors des opérations nocturnes, et améliorer leur confort.

La phase test est menée au sein de trois zones de police en Wallonie. Toutefois, côté francophone, certains estiment que le jaune et bleu foncé évoquent trop le jaune et noir flamand.

L'intention était de généraliser ce nouveau modèle à l'ensemble des 45.000 policiers locaux à partir du 1er janvier 2027 mais ce nouvel uniforme, pensé sous la précédente législature lorsqu'Annelies Verlinden avait la compétence de l'Intérieur, ne semble pas être au goût du cabinet du mi-

CGSP. *"Cela fait pourtant deux ans que l'on travaille sur le modèle d'uniforme qui a été validé par les quatre organisations syndicales. Au sein du cabinet de l'Intérieur, certains estiment que le modèle est trop proche de celui de la police néerlandaise et ils l'ont changé sur base du marché public ouvert au sein de la zone de police d'Anvers."*

Plus globalement, le changement d'aspect des

les pompiers en jaune et rouge, les ambulances en jaune et vert, tandis que la protection civile arborera des triangles bleu foncé et orange.

Du côté du cabinet du ministre Bernard Quintin, on se refuse à tout commentaire, le nouveau design devant toujours faire l'objet de discussions avec les organisations syndicales.

Arnaud Farr



■ Le design version Bernard Quintin ne fait pas l'unanimité. © DR

Des adresses skynet.be piratées

ESCROQUERIES

Depuis janvier, une nouvelle vague d'arnaque à l'IBAN falsifié vise particulièrement les détenteurs d'adresse @skynet.be.

Les techniciens de l'entreprise informatique Mister Genius alertent sur une nouvelle vague d'arnaques à l'IBAN falsifié depuis le début de l'année. "En gros, ils parviennent à intercepter une vraie facture dans votre boîte mail sur laquelle ils vont remplacer le numéro de compte par le leur. Puis, ils renvoient l'e-mail dans votre boîte en "non lu", détaille Benoit Berniaux, expert technique de Mister Genius.

"On ne se pose pas la question puisque la facture est attendue"

"Une quarantaine de cas de fraude IBAN ont été identifiés dans les agences Mister Genius depuis janvier 2026, contre une quinzaine sur la même période en 2025. Toutes les victimes utilisaient une adresse @skynet.be administrée par Proximus", nous écrit l'entreprise.

"Les adresses skynet sont facilement piratables. Ce

sont souvent de vieux codes qui datent d'il y a des années. Un client n'avait que six caractères dans son mot de passe, c'est trouvable en une demi-heure", poursuit Benoît Biernaux. Une technique redoutable de simplicité par laquelle Isabelle a bien failli se faire avoir après avoir reçu une facture de 22 000 euros. "Comme je tardais à payer, l'échange e-mail s'est poursuivi et je fus étonnée de l'insistance de l'entrepreneur. Je l'ai donc appelé et il m'a annoncé qu'il ne m'avait jamais écrit et que son numéro de compte n'avait pas changé. Il s'en est fallu de peu pour que je me fasse arnaquer", nous témoigne-t-elle.

130 000 euros envolés

"Ce modus operandi n'est pas si récent que ça. On avait déjà tiré la sonnette d'alarme il y a quelques mois", embraye Christophe Axen, le chef de service adjoint de la Computer Crime Unit de la police fédérale. "Les fraudeurs par-

viennent à se connecter à des boîtes mail par un procédé que nous n'avons pas encore identifié ou qui est soumis au secret de l'instruction pour l'instant."

"Ils visent surtout des transactions ponctuelles, qui représentent des montants importants, comme le versement d'un acompte pour un terrain, une voiture, des travaux, etc. On ne se pose pas vraiment la question puisque la facture est attendue. Les préjudices sont conséquents. Nous avons cette personne qui avait acheté une machine agricole de 37 000 €. Il a réglé deux fois la facture, au fraudeur puis au vendeur légitime", explique Christophe Axen. Selon Mister Genius, une personne se serait fait escroquer de 130 000 € en 2025.

Il est conseillé de vérifier si le numéro de compte correspond à celui mentionné sur le site internet de l'entreprise, de ne pas hésiter à la contacter via son numéro d'appel sur ce même site et non celui figurant dans l'e-mail, qui pourrait être celui du fraudeur. Enfin, il vaut mieux migrer vers une boîte mail qui permet une identification à deux facteurs.

Tony Chalot

Du retard pour le contournement Est

LA LOUVIÈRE

Le député Laurent Devin s'est inquiété du déroulement des travaux auprès du ministre Desquesnes.

A La Louvière, deux chantiers régionaux majeurs continuent de rythmer le quotidien des automobilistes, des riverains et des commerçants. Avec de bonnes et de moins bonnes nouvelles au regard du timing.

Premier dossier scruté de près: l'avenue de Wallonie. Cet axe stratégique, qui dessert notamment l'ancien site du Cora, les commerces environnants et les accès autoroutiers, fait l'objet d'un important réaménagement piloté par l'Opérateur de transport de Wallonie (OTW). Interpellé par le député PS Laurent Devin, le ministre wallon des Infrastructures François Desquesnes s'est voulu rassurant.

La livraison est finalement attendue pour la fin de cette année.

Malgré les intempéries survenues en février, *"le planning initial des travaux prévus jusqu'en juin est maintenu"*, a indiqué le ministre Desquesnes. Le retard a en effet pu être rattrapé grâce à une adaptation des méthodes, avec certains éléments coulés directement sur place. Sur le terrain, les sous-fondations et les aménagements du site propre bus sont déjà bien avancés, tandis que la réalisation du quai central et les raccordements se poursuivent.

Un chantier d'ampleur donc, qui

n'est pas sans conséquences pour les usagers. La fermeture complète de l'avenue à la circulation automobile a permis d'accélérer les travaux, au prix de déviations parfois contraignantes. *"L'accessibilité aux commerces a été maintenue en tout temps"*, a toutefois assuré le ministre.

Autre projet structurant: le boulevard urbain, aussi appelé contournement Est. Attendu de longue date, il doit améliorer la desserte de pôles majeurs comme l'Easi Arena, le CHU Tivoli ou encore le site hospitalier de Jolimont. Une première portion est déjà accessible depuis juin 2025, offrant un gain de fluidité notable.

Mais pour la finalisation complète, il faudra patienter un peu plus que prévu. Initialement annoncée pour août 2026, la livraison est désormais attendue *"pour la fin de cette année"*, a précisé François Desquesnes. En cause: des difficultés de coordination entre imprégnants et des travaux nécessitant des excavations profondes, qui ont ralenti certaines phases.

Le chantier reste néanmoins *"maîtrisé"*, selon le SPW Mobilité et Infrastructures. Reste à voir si les prochains mois confirmeront ce nouveau calendrier. Pour les usagers louviérois, une chose est sûre: encore un peu de patience avant de profiter pleinement de ces aménagements censés transformer durablement la mobilité locale.

Grégoire Laliou



■ La première partie du boulevard urbain est désormais terminée. La seconde sera opérationnelle d'ici fin de l'année. © VILLE DE LA LOUVIÈRE



MUSICIENS CLASSIQUES, JULIETTE ET THOMAS PRENDRONT LA ROUTE AVEC CARAVANE, VÉLOS ET INSTRUMENTS

À 24 et 23 ans, la Sonégienne Juliette Gauthier et le franco-britannique Thomas Martin sont susceptibles de mener des carrières classiques en tant que musiciens de très haut niveau. Mais la harpiste et le violoncelliste ont décidé de prendre la route avec leurs instruments pour mener une existence itinérante.



Juliette et Thomas sont devenus des adeptes de la marche. © D.R.



MARTINE PAUWELS

Journaliste

Dans le monde de la musique, le nom de la Sonégienne Juliette Gauthier est désormais bien connu. Cette virtuose de la harpe a remporté de nombreux prix et vient d'être sacrée lauréate du 42^e Prix Jeune Soliste des Médias Francophones Publics (2025). Elle est aussi enseignante à l'Institut Royal Supérieur de Musique et Pédagogie à Namur, fonction qu'elle adore.

Thomas Martin, fils d'une chanteuse lyrique française et d'un chef d'orchestre anglais, excelle pour sa part en qualité de violoncelliste. Entre Lyon, Berne, Bordeaux, Cardiff et Orléans, sa famille a déménagé en permanence, avant que le jeune homme n'effectue ses études à Paris. Lauréat, entre autres distinctions, du Prix Fondation Safran pour la Musique 2023, il a été choisi par-

mi de nombreux candidats pour rejoindre, en septembre dernier, l'Orchestre philharmonique de Liège.

Juliette et Thomas se sont rencontrés en septembre 2022 au Conservatoire de Paris. « Je voulais adapter à la harpe une sonate de Debussy pour violoncelle et piano, et je cherchais un violoncelliste. Une amie m'a mise en relation avec Thomas, me disant que c'était mon équivalent au masculin. Et effectivement, Thomas et moi, on se ressemble presque trop ». Les deux jeunes gens s'apprécient d'emblée, mais ce n'est qu'au bout d'un an que leur relation devient véritablement amoureuse. En France, ils se produisent ensemble. La musicienne joue de la harpe et Thomas du violoncelle.

TROP DE PRESSION

Mais la question de leur avenir les taraude. Juliette s'interroge par rapport à un milieu où l'on voyage sans cesse, où la pression et la compétitivité

sont intenses, dans un milieu certes international, mais fermé. « Je respecte énormément ceux qui font ce choix de vie, tout en me demandant si c'est bien ce que je veux pour moi ».

De son côté, Thomas s'est découvert une nouvelle passion pour la marche, avant même d'avoir rencontré Juliette. « Il a commencé par le GR20 en Corse et cela a été un déclic. Ensemble, nous avons ensuite réalisé plusieurs traversées marquantes : les Alpes françaises (600 km en 26 jours) puis les Pyrénées (800 km), en autonomie complète avec la tente. Ces expériences ont été intenses, exigeantes, mais fondatrices. Elles nous ont permis de découvrir d'autres modes de vie, de faire de nombreuses rencontres et de vivre des moments forts ». Juliette se souvient de ce repas tout simple, offert spontanément par un berger, qui s'est clôturé par

des chansons. Ou encore, d'un rassemblement final autour d'une pizza avec une quinzaine de voyageurs rencontrés en chemin.

Bien qu'elle adore enseigner la musique à Namur, Juliette est allée trouver sa direction pour annoncer qu'elle quitterait

”

« Nos parents s'inquiètent beaucoup, mais nous refusons que la peur devienne un frein. C'est le moment ou jamais! »

Juliette Gauthier
HARPISTE AVENTURIÈRE

son poste en juin, à la fin de l'année scolaire. « Je voulais remercier mes collègues pour cette belle expérience et à ma

grande joie, ma direction s'est montrée compréhensive. Thomas a fait de même du côté de l'Orchestre Philharmonique et là, il a obtenu une année sabbatique, ce qui est une grande marque de confiance ».

RENDEZ-VOUS CHEZ LE SOUDEUR

« Fin juin, nous quitterons notre appartement à Liège. Après nos derniers concerts des 26 et 27 juin, nous partirons le lendemain 28 juin, à vélo vers la Bretagne (800 km) pour nous marier le 8 juillet sur la presqu'île de Quiberon, dans la maison familiale de Thomas, héritée de son grand-père. Le mariage se fera en petit comité, avec une partie des invités logés sous tente. Ensuite, nous partirons en Suisse pour traverser les Alpes à pied pendant 40 jours. Et puis, cap sur Lons-le-Saunier dans le Jura, pour construire, avec un soudeur, une caravane légère adaptée au transport de nos

instruments. Cette caravane sera tractée grâce à deux vélos assemblés ».

Juliette et Thomas prévoient ensuite de voyager pendant un an avec cette caravane, sans itinéraire ni concerts planifiés, probablement vers le sud. Leur objectif est de proposer des concerts itinérants de village en village, dans une logique d'échange direct avec le public.

Sur le plan financier, ils optent volontairement pour une grande simplicité : « Nous n'aurons ni loyer, ni charges importantes. Nous disposons de quelques économies, nous comptons également organiser quelques concerts mais sans structurer notre projet autour d'une sécurité financière importante. »

« ON NE SAIT PAS SI ON REVIENDRA »

« J'avoue que nos parents sont très inquiets. Cette angoisse

qu'ils éprouvent pour nous n'est pas facile à gérer. On se rend compte au final que c'est justement la peur qui s'avère être le plus grand frein. Nous sommes jeunes, en bonne santé, n'ayant pas encore d'enfants et nos proches sont autonomes. Nous ne sommes pas des écervelés. C'est le moment ou jamais ! Attendre au risque de renoncer reviendrait à accumuler des regrets ».

La jeune femme ajoute même ne pas savoir, à ce stade, si son futur mari et elles reviendront au point de départ dans un an. « Nous partons avec des questions et des envies, confiants dans les nouvelles opportunités qui se présenteront. D'autant que nous caressons un rêve plus ambitieux : rejoindre le Népal à vélo depuis l'Europe, puis y séjourner pour découvrir la culture locale, avant de traverser le pays à pied le long de l'Himalaya ».

Les jeunes gens expérimentent déjà leurs déplacements quotidiens en combinant train, vélo et marche. « Ce n'est pas toujours facile, mais c'est possible ». Ils refusent que leur projet soit mis en avant de manière superficielle ou sensationnaliste.

« C'est la remise en question qui est intéressante, dans un monde qui arrive au bout de ses ressources et dont les logiques géopolitiques s'effondrent sur elles-mêmes » Juliette et Thomas n'ont pas fini de susciter la réflexion !

LE 17 MAI, ILS JOUERONT ENSEMBLE À HORRUES

Juliette et Thomas se sont déjà produits plusieurs fois en duo en France, mais jamais ensemble en Belgique. Le 17 mai prochain, ils proposeront un récital d'une heure en l'église Saint-Martin de Horrues. Sur du Debussy, du Schubert et du Ravel, ils déclineront un voyage musical allant de la Belgique jusqu'à l'Asie Centrale (Turkménistan). Organisé par leurs parents, ce concert gratuit avec participation libre (chapeau) revêt pour eux une forte valeur symbolique et une façon, déjà, de partager. ■



Un duo sur scène devenu duo dans la vie. © D.R.



Charly Vieusart, gille en fauteuil, adore le folklore du Centre et partagera bientôt son amour du carnaval avec des Jeunes Sonéglsens. © DR

CHARLY, GILLE EN FAUTEUIL ROULANT ET **AMBASSADEUR DU FOLKLORE**

À 33 ans, Charly Vieusart vit au rythme des tambours et des carnivals. Malgré son handicap, cet amoureux des traditions folkloriques multiplie les engagements et transmet sa passion lors d'animations dans les écoles et maisons de repos. Il se rendra au Lycée provincial des Sciences et des Technologies (LPST) à Soignies ce 21 mai.

LAURINE HANQUET

La naissance de Charly s'est déroulée dans des circonstances difficiles. Victime d'un virus contracté par sa mère durant la grossesse, il voit le jour prématurément, à seulement six mois. Cette arrivée trop précoce laissera des traces durables : atteint d'infirmité motrice cérébrale, il se déplace depuis toujours en fauteuil roulant, manuel ou électrique selon les circonstances.

Mais la trajectoire de Charly ne se résume pas à ce handicap. L'homme de 33 ans mène une vie riche d'engagements et de passion. Son implication dans l'association « Tous à Bord » et son amour pour le folklore l'amèneront à se rendre à Soignies ce 21 mai au Lycée provincial des Sciences et des Technologies (LPST). « J'y présenterai mon animation ludique « Il était une fois le gille » qui évoque ce qu'est

le folklore, ses traditions, le costume, le carnaval, les soumonces... », tout en liant l'ensemble à son parcours de vie atypique.

Une idée insufflée par Jean-François Lenvain, Sonégien, dans le cadre de l'association Tous à Bord créée il y a 22 ans : « Charly est membre de l'association depuis une quinzaine d'années. Tous à Bord, c'est une aventure humaine et collective où on pratique le sport autrement. On court en groupe autour de personnes en fauteuils roulants, c'est un projet axé sur la cohésion humaine et sociale avec des personnes de tous horizons », explique Jean-François Lenvain.

L'AMOUR DU FOLKLORE LOCAL

« Je partage mes connaissances dans ce domaine, mais je n'ai pas la prétention de tout connaître », nous dit modestement Charly. Pourtant, l'amour et le respect du folklore lui sont presque innés :

« J'ai été élevé dans le berceau du folklore. J'ai intégré le carnaval de ma maman, native de Villers-la-Ville, il y a 27 ans. Et même si je ne sais pas marteler le pavé, je respecte les coutumes : je me rase, je me coupe les cheveux pour ne pas

”

« Même si je ne sais pas marteler le pavé, je respecte les coutumes du carnaval »

Charly Vieusart

qu'ils dépassent de la barrette... ».

Charly est reconnaissant envers ses parents qui lui ont permis de réaliser ce qui était à l'époque un rêve : « Ils m'ont inculqué que rien n'est impossible en soi. Quand j'ai commencé, l'intégration

d'une personne en situation de handicap dans une société carnavalesque, c'était du jamais vu. C'est une immense fierté de pouvoir revêtir le costume de gille et de participer pleinement et activement au folklore. Au niveau des rencontres sociales aussi, ça a eu un énorme impact dans ma vie ».

GILLE DURANT 22 ANS

Gille aux Bossus du Ramipont pendant 22 ans, membre de la société des Paysans Villersois depuis 3 ans et des Gilles du Maca à Wavre depuis autant de temps, Charly est également tamboureur au carnaval de Dampremy. « J'étais très admiratif, alors un jour de carnaval en 2013, on m'a calé un tambour entre les jambes et depuis... c'est parti. »

Depuis quelques années, Charly profite des carnivals de La Louvière et de Binche en civil : « À Binche notamment, la discipline est plus élevée

pour être gille, ce qui est logique puisque le carnaval est classé comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Mais je porte le même costume que ceux que portent les gilles de Binche. Je ne suis pas l'un des leurs, mais nous partageons le même folklore », explique Charly.

En mars dernier, le trentenaire a pourtant été la cible de critiques sur son physique jugé inadapté pour faire le gille : « Sur les réseaux sociaux, un commissaire de l'ordre du folklore de la ville de Binche a écrit « Quelle horreur, un Gille en chaise roulante, il ne danse même pas ». C'est dommage qu'il ne soit pas venu discuter avec moi. Si j'avais pu lui répondre je lui aurais dit qu'il n'y a pas lieu de critiquer quelqu'un qui respecte le costume et qui pratique dans une autre commune. Fort heureusement, ce genre de réactions reste rare », conclut-il. ■

Le Conseil consultatif du bien-être animal débarque sur Facebook

Créé en juin 2025, le Conseil consultatif du bien-être animal de La Louvière s'est doté depuis quelques jours d'une page Facebook. Objectif : informer, sensibiliser et valoriser les actions locales en faveur des animaux.

Depuis quelques jours, le Conseil consultatif du bien-être animal (CCBEA) de La Louvière est présent sur Facebook. Une nouvelle vitrine destinée à renforcer l'information et la sensibilisation du public autour des enjeux liés au bien-être animal sur le territoire communal.

« Cette nouvelle initiative présentera l'actualité concernant nos amis à quatre pattes », se réjouit Michel Di Mattia (PS) échevin du Bien-être animal et président du CCBEA. Ce conseil consultatif est composé de citoyens, d'associations, de l'unité verte de la Police, de la zone de secours qui travaillent au quotidien pour la protection des animaux. « Notre mission ? Donner une voix au bien-être animal, partager des informations utiles, valoriser les initiatives locales, sensibiliser et avancer ensemble vers un monde plus respectueux des animaux »

Le CCBEA échange également sur les questions de prévention, de protection et de sensibilisation afin de for-

muler des recommandations aux autorités communales. L'objectif est de contribuer au développement de politiques et de projets mieux adaptés aux besoins

L'objectif est de sensibiliser encore plus les citoyens au bien-être animal

des animaux.

La création de cette page Facebook s'inscrit dans cette dynamique. Elle permettra notamment de diffuser des informations, de relayer les activités du Conseil, mais aussi de mettre en lumière

les actions menées par les refuges et associations locales. Le CCBEA insiste toutefois sur son rôle strictement consultatif. Il ne réalise aucune intervention sur le terrain et ne dispose d'aucun pouvoir coercitif. Les situations urgentes ou les suspicions de maltraitance doivent être signalées aux services compétents, comme la police locale ou l'administration communale.

Avec cet outil, le Conseil espère renforcer sa proximité avec les habitants et encourager une participation citoyenne accrue autour du bien-être animal à La Louvière. ■



Le CCBEA, présidé par l'échevin Michel Di Mattia (à l'avant gauche). © D.R.

Le potager de l'Espace Philomène s'ouvre au public le 17 mai

Le potager pédagogique de l'Espace Philomène entame sa quatrième saison. Une journée portes ouvertes est organisée le 17 mai pour faire découvrir ce projet citoyen axé sur la nature et le partage.

Avec le retour des beaux jours, le potager pédagogique de l'Espace Philomène à Écaussinnes reprend vie pour une quatrième saison. Né d'une initiative de citoyens bénévoles et soutenu par la commune, le projet s'est imposé au fil du temps comme un lieu d'apprentissage et de sensibilisation à l'environnement.

Cette année encore, plusieurs classes participent activement aux activités. Une classe de troisième année de l'école Saint-Rémy ainsi que deux classes mixtes de deuxième et cinquième années de l'école communale Odénat-Bouton sont impliquées. Encadrés par leurs enseignants et les bénévoles, les élèves découvrent concrètement les bases du jardinage et de l'écologie.

DEUX NOUVELLES PARCELLES

Compostage, rotation des cultures, associations de plantes et respect de la biodiversité font partie des notions abordées. « Le potager pédagogique permet aux enfants de comprendre concrètement comment fonctionne la nature et d'apprendre les gestes simples qui contribuent à la préserver », explique Sébas-



Sébastien Deschamps, bourgmestre d'Écaussinnes © David Claes

tien Deschamps, bourgmestre d'Écaussinnes.

Le site continue par ailleurs de se développer avec l'aménagement de deux nouvelles parcelles dédiées aux fleurs et aux plantes vivaces mellifères, afin de favoriser la présence des abeilles et des insectes pollinisateurs. « En intégrant davantage de plantes mellifères, nous souhaitons aussi sensibiliser les jeunes à l'importance des pollinisateurs pour notre alimentation et notre biodiversité », ajoute le bourgmestre.

Pour permettre au grand public de découvrir ce projet, une journée portes ouvertes est organisée le dimanche 17

mai 2026, de 9h30 à 16h, à l'Espace Philomène. Plusieurs activités sont prévues tout au long de la journée, dont une bourse aux plantes, des ateliers créatifs, des conférences, une balade contée, une visite guidée du potager ainsi qu'un marché bio et un espace de restauration.

« Ce type d'initiative montre combien la participation citoyenne peut donner naissance à des projets inspirants pour toute la communauté. Le potager est devenu un lieu de rencontre intergénérationnel et un formidable outil pédagogique pour nos enfants », conclut Sébastien Deschamps. ■

ÉCAUSSINNES

Une séance d'information pour mieux comprendre le dispositif ALE

La commune d'Écaussinnes annonce l'organisation d'une séance d'information collective consacrée au dispositif ALE. L'initiative, portée par l'ALE d'Écaussinnes en collaboration avec le Plan de Cohésion Sociale, s'adresse à la fois aux chercheurs et chercheuses d'emploi ainsi qu'aux personnes privées et associations ayant besoin d'un soutien pour leurs tâches quotidiennes.

Cette séance d'information vise à présenter le fonctionnement du dispositif ALE, qui permet de mettre en relation des demandeurs d'emploi souhai-

tant reprendre une activité à proximité de leur domicile et des structures ou particuliers en recherche d'aide ponctuelle. Selon la commune d'Écaus-

sinnes, cet événement s'adresse à toute personne intéressée par le dispositif, qu'il s'agisse de chercheurs d'emploi ou de personnes ou structures souhaitant bénéficier d'un soutien dans leurs tâches quotidiennes.

Pour tout renseignement complémentaire, deux contacts sont communiqués : l'ALE d'Écaussinnes,



Les chercheurs d'emplois y sont vivement invités. © Pexels Illustration

au 0479 95 69 81 ou via l'adresse ale.ecaussinnes@gmail.com, ainsi que Manon Latteur pour le Plan de Cohésion Sociale au 067 49 32 67 ou par

courriel à manon.latteur@cpas-ecaussinnes.be. La rencontre est programmée le 30 avril 2026 à 14h à la Maison des Solidarités, à Écaussinnes. ■

Quelles sont les mesures de l'Arizona pour aider les Belges face à la crise de l'énergie ?

Cliquet inversé, droit passerelle, ristourne sur la facture d'énergie et même chèques repas pour payer son essence : voici les mesures proposées par le MR pour aider les travailleurs et les ménages.

FRANÇOISE DE HALLEUX

Comment le gouvernement belge va-t-il aider la population à faire face à la crise énergétique qui frappe le pays depuis la guerre au Moyen-Orient ? Après un mois et demi de hausse des prix, la réponse devrait (enfin) tomber ce vendredi 17 avril, jour du prochain conseil des ministres. D'ici là, les partis devront se mettre d'accord. On nous annonce une semaine d'intenses échanges intercabines.

Le 3 avril, juste avant les vacances parlementaires, le premier ministre Bart De Wever (N-VA) avait indiqué que l'Arizona s'était mis d'accord sur un principe général : affecter l'intégralité des recettes fiscales (générées par la crise) aux travailleurs impactés par l'aug-



Georges-Louis Bouchez et Mathieu Bihet ont des idées, Bart De Wever a les siennes : il va falloir accorder les violons ! © Belga, iStock

mentation des coûts des déplacements domicile-travail et aux ménages les plus vulnérables qui se chauffent aux combustibles fossiles.

2€ LE LITRE MAX

Chaque parti va donc venir avec sa petite idée. Du côté du MR, qui détient les portefeuilles clés de l'Économie (David Clarinval) et de l'Énergie (Mathieu Bihet), une vingtaine de mesures ont été listées. On verra lesquelles séduisent ses partenaires de majorité. En tête de liste, figure le fameux cliquet inversé.

« Depuis le début de cette crise, j'ai plaidé pour l'introduction d'un système de cliquet inversé. Il est légitime que les recettes fiscales exceptionnelles générées par la crise énergétique soient redistribuées aux citoyens qui en subissent le coût », nous confirme ce dimanche encore David Clarinval. Le MR parle d'un mécanisme automatique qui permettrait de ne jamais dépasser le prix de 2 € à la pompe, tant

pour le litre d'essence que pour le litre de diesel. Le président du MR Georges-Louis Bouchez est toutefois agacé. Combien d'euros la flambée des prix du pétrole a-t-elle fait entrer dans les caisses de l'État (en TVA et

”

« Les mesures que le MR propose peuvent être mises en place avec un effet immédiat »

Georges-Louis Bouchez
PRÉSIDENT DU MR

accises) depuis l'attaque sur Téhéran ? Le SPF Finances ne donne toujours aucun chiffre précis, ce qui rend difficiles les calculs. Les estimations vont, selon les experts et les partis, de 60 millions à 100 millions d'euros par mois ! Or, c'est ce chiffre qui déterminera le montant des aides à octroyer.

Sinon, les libéraux ont d'autres mesures dans leur besace. Ils proposent une augmentation de l'intervention financière pour les déplacements travail-domicile, via un crédit d'impôt et sans toucher au précompte professionnel. En gros, tout ce que l'employeur donne à son travailleur « en plus » lui sera rendu fiscalement. « Un travailleur qui fait quatre fois son plein de diesel par mois pour un trajet domicile-travail Mons-Bruxelles pourrait recevoir immédiatement en cash 60 € (ou plus) par mois en plus », donne en exemple Georges-Louis Bouchez.

DES ÉCO-CHÈQUES POUR PAYER SON ESSENCE

Une autre mesure proposée par le MR profitera aux indépendants et aux salariés qui fonctionnent avec les « frais réels ». On parle ici des déductions fiscales au kilomètre. Actuellement, le travailleur peut déduire 0,15 € par kilomètre. L'idée est

d'augmenter cette déduction fiscale à 0,43 € du kilomètre.

Le travailleur indépendant n'est pas oublié. « On propose un étalement de leurs cotisations sociales, voire une déduction sur cotisation sociale », indique M. Bouchez. « On met aussi sur la table une facilité d'accès au droit passerelle, comme lors du Covid. Ce ne serait ici que pour les petits indépendants qui ne s'en sortent plus. Je pense par exemple au petit livreur de colis qui n'a pas un volume suffisant de colis pour absorber le choc de la hausse de prix du carburant ». Ce droit passerelle est une allocation financière mensuelle octroyée par l'État, sans perte de droits sociaux.

Pour les ménages, le MR propose un abattement immédiat sur la facture de chauffage, que ce soit pour le mazout, le pellet, l'électricité ou le gaz. « Pour tous les ménages, quels que soient leurs revenus », insiste M. Bou-

chez. « Mais pas pour les bénéficiaires de l'intervention majorée, déjà suffisamment aidés et protégés. L'opérateur fera la ristourne sur la facture et réclamera la différence à l'État. Cela peut aller, selon la composition du ménage, jusqu'à 63 € par mois ». Autre proposition du MR « qui ne coûterait rien et avec effet immédiat » : la possibilité pour le travailleur de payer son essence avec ses chèques-repas et même... avec ses éco-chèques !

Du côté des Engagés, on affirme avoir aussi « une vingtaine de mesures variées ». « Même si chacun a envie de chercher un coup de publicité en éventant ses propositions, il nous semble plus pertinent de travailler avec sérieux afin d'atteindre un résultat vendredi plutôt que de jouer à la surenchère médiatique. Sans quoi on va créer de la confusion et de la tension de manière inutile », nous dit Maxime Prévot, vice-Premier ministre. ■

VOUS AVEZ CONCLU UN CONTRAT FIXE FIN MARS : FAUT-IL REPASSER AU TARIF VARIABLE ?

Vous avez opté pour un contrat d'énergie fixe fin mars pour éviter la hausse des tarifs liée à la crise au Moyen-Orient ? Si vous avez changé d'avis depuis, plusieurs options s'offrent à vous.



LAURENCE
PIRET
Journaliste

Fin mars, alors que les prix s'envolaient, Elisabeth, une lectrice La Louvière, a choisi de signer pour un contrat fixe d'un an pour son gaz et son électricité, histoire d'éviter de voir ses acomptes s'envoler comme en 2022...

Une décision qui lui semblait être la plus prudente à ce moment-là. Mais depuis, le contexte a évolué : le cessez-le-feu a redonné un peu d'air aux marchés, même si les négociations entre les États-Unis et l'Iran ont échoué ce week-end. Résultat : les prix ne baissent pas franchement mais ils se détendent

ponctuellement. Ce week-end encore, ils passaient même sous zéro sur le marché de gros, jusqu'à -30 euros par mégawatt-heure samedi à mi-

di, notamment grâce à une forte production d'énergie renouvelable et une demande plus faible. Une situation de plus en plus fré-

”

« Les gens qui ont signé un contrat fixe fin mars ont vu les prix exploser en avril »

Damien Ernst
ULIÈGE

quente au printemps. De quoi faire hésiter Elisabeth et lui donner envie de repasser au variable. Mais attention aux conclusions trop rapides.

UNE RÉTRACTATION ENCORE POSSIBLE ?

Premier point à vérifier : la date

de signature. Si votre contrat a été conclu il y a moins de 14 jours, vous pouvez encore faire valoir votre droit de rétractation. L'annulation est alors simple et sans frais. Pour Elisabeth, qui évoque une souscription « à la toute fin mars », tout dépend donc du jour précis.

Si le délai est dépassé, il reste possible de changer de contrat ou de fournisseur à tout moment. Mais cela peut entraîner des frais. Dans la plupart des cas, une redevance annuelle reste due, généralement entre 50 et plus de 100 euros selon le type de contrat, qu'il s'agisse d'électricité, de gaz ou des deux. Avant de bouger, mieux vaut donc vérifier si le gain potentiel compense ces coûts.

Car les écarts de prix sont bien réels. Entre mars et avril, les grilles tarifaires ont fortement augmenté.

Selon Testachats, certains contrats fixes ont bondi d'au moins 35 % pour l'électricité et jusqu'à 70 % pour le gaz. Les contrats variables, eux aussi en hausse, restent en moyenne environ 15 %



Pas simple de prévoir dans le contexte actuel... © Belga

moins chers, soit un écart de 260 à 280 euros par an pour un ménage moyen.

FAUT-IL CHANGER IMMÉDIATEMENT ?

La différence, c'est que le variable suit l'évolution du marché. Si les prix se détendent dans les prochaines semaines, notamment avec de nouvelles grilles attendues en mai, il pourrait en bénéficier. Le tarif fixe, lui, reste bloqué, même si la tendance

s'inverse.

Mais faut-il pour autant changer immédiatement ?

« Les gens qui ont signé un contrat fixe fin mars ont vu les prix exploser, mais l'incertitude reste trop importante pour passer au variable », souligne Damien Ernst, expert en énergie à l'ULiège. En clair : la baisse actuelle ne garantit pas une tendance durable. Et les grilles tarifaires de mai pourraient donc aussi intégrer cette incertitude. ■

Nabil Seggour s'en ira de Soignies à Bracquegnies

Alors que les Carriers sont à quelques encablures d'un possible titre, l'un des hommes forts de la saison côté sonégien sait déjà qu'il n'accompagnera pas l'équipe, que ce soit à l'étage supérieur ou en P1.

CÉDRIC MARTIN

Soignies n'a plus que cinq points à prendre sur neuf possibles (ou moins en cas de faux pas de Molenbaix) pour valider son titre et sa montée en D3. Si le collectif bien rodé de la formation de Sébastien Wouters en est le principal ingrédient, Nabil Seggour en a été jusqu'ici l'un des principaux artisans. Mais celui que l'on a connu à Manage comme « le Petit Prince du Scailmont » n'évoluerait plus au sein du club la saison prochaine.

« J'ai signé à Bracquegnies », nous a confirmés l'intéressé, alors que nous avons déjà fait état de rumeurs quant à ce possible mouvement. Et s'il espère forcément que ce sera en P2, une éventuelle descente ne ferait pas changer d'avis le technicien de 34 ans, qui nous a confirmé qu'il serait quoi qu'il arrive Bracquegnérois la saison prochaine.

Malgré cette décision déjà ac-



Seggour retrouvera Jean-Louis D'Acchille la saison prochaine. © C.F.

tée, le milieu offensif garde toutefois le cap sur l'objectif immédiat avec les Carriers : « Aujourd'hui, ma priorité reste Soignies. On est tout près du but et j'espère vraiment aller au bout avec ce groupe. On ne veut pas s'avancer, mais on travaille pour offrir au club ce qu'il mérite ».

« J'AI DIRECTEMENT ACCROCHÉ »

Un discours clair qui illustre l'état d'esprit du joueur, pleinement investi dans la dernière ligne droite du championnat, malgré un avenir déjà dessiné ailleurs. Un choix qu'il assume sans détour, et qui s'inscrit dans une logique bien précise. « J'ai choisi Bracquegnies pour le projet, un peu comme j'avais choisi Soignies à l'époque. C'est un club qui a envie de progresser et de monter, et ça me parle »,

explique l'ancien manageois. Originaire de la région du Centre et domicilié à Manage, Nabil Seggour attache en effet une importance particulière à l'évolution des clubs locaux. « Je suis un gars du Centre, et j'ai envie d'aider les clubs d'ici à grandir, à aller chercher un niveau plus élevé ».

ATTENTIF AU FOOTBALL RÉGIONAL

Dans ce dossier, plusieurs éléments ont pesé dans la balance. À commencer par Jean-Louis D'Acchille, entraîneur bien connu dans la région, que le joueur connaît déjà. Mais aussi le rôle joué en coulisses par Gianni Volpe. « C'est lui qui m'a contacté. On s'est vus, on a mangé ensemble, il m'a présenté le projet. Il m'a même dit que, vu ma saison en P1, ça ne m'intéresserait peut-être pas... Mais finale-

ment, j'ai directement accroché », affirme notre interlocuteur.

Un projet qui dépasse le simple cadre de Bracquegnies pour l'ancien « Petit Prince du Scailmont », attentif à la dynamique globale du football régional. « J'aime voir les clubs du Centre évoluer. Quand je vois Houdeng, qui peut encore accrocher le tour final en P1, j'espère qu'ils vont y arriver. Le Roeulx aussi, en P2, j'aimerais bien les voir monter. C'est important pour la région », se soucie Nabil Seggour.

En attendant de relever ce nouveau défi, Nabil Seggour entend donc conclure l'aventure sonégienne de la plus belles des manières. Avec, en ligne de mire, un titre qui viendrait récompenser une saison aboutie, tant sur le plan collectif qu'individuel. ■

SOIGNIES N'Y ARRIVE PAS À JEMAPPES ET VOIT MOLENBAIX REVENIR À DEUX POINTS

Malmenés en début de match par les Coquelets, les Sonégiens n'ont jamais réussi à inverser la tendance en terres jemappiennes (2-0). Les Carriers voient Molenbaix revenir à deux points.

JEMAPPES 2

SOIGNIES 0

Les buts : 4e Cordaro, 7e Cardella.

Jemappes : De Amicis, Cardella, S. Wantiez, Muratore, Cordaro, Hedidi, Le-Mercier, Poli, G. Wantiez, Fritsano, Lloy, Losacco, Volpin, Sardo, Harrat.

Soignies : M. Janssens, Michiels, Paillet, Seggour, Valcke, L. Janssens, De Vuyst, Piret, Desmecht, Mukendi, Ombessa, Crapez, Dubois, Bouillet, Rébéry.

Arbitre : M. Hurteux.

LOGAN DEPRET

Soignies pouvait être sacré champion ce dimanche à Jemappes en cas de victoire, combinée à un faux pas de Molenbaix face à Ransart. Hélas pour les joueurs de Sébastien Wouters, aucun de ces deux critères n'a été rempli. « Lorsque nous nous déplaçons dans le Borinage, nous y laissons souvent des plumes », déplore le coach sonégien. « Nous avons énormément de regrets sur cette rencontre. Nous n'avons pas été efficaces



Soignies a encaissé deux buts très rapidement. © L.D.

offensivement et De Amicis, le portier jemappien, a livré un grand match ».

Après sept minutes, Jemappes menait déjà de deux buts. D'abord sur une frappe de Gianni Cordaro, venue du côté gauche, puis à la suite d'une belle

construction collective des locaux, encore sur le flanc gauche, conclue par Anthony Cardella, qui place le ballon dans le petit filet de Janssens. « Jemappes marque sur ses deux premières occasions, ce qui ne doit pas arriver. Nous

avons à cœur de ramener une victoire, mais nous nous sommes mis en route trop tard et n'avons pas réussi à revenir », explique Sébastien Wouters.

Les occasions n'ont pas manqué pour les Soné-

Seggour et de Bouillet, mais le gardien jemappien avait décidé que ce dimanche, Jemappes n'encaisserait pas.

FIN DE SAISON HALETANTE

Les Sonégiens réalisent donc la mauvaise opération du week-end car, en plus de leur revers à Jemappes, Molenbaix s'est imposé dans le même temps à Ransart (0-2). Soignies voit ainsi son dauphin revenir à seulement deux points, à deux journées de la fin de la phase classique. À noter également que Molenbaix recevra Jemappes la semaine prochaine. Ce dernier pourrait alors jouer un rôle décisif dans la désignation du champion de P1. De son côté, Soignies recevra Montignies, lanterne rouge de la série. ■



Naast fête son titre de la meilleure manière

Naast retrouve la P1 après l'avoir quittée il y a trois ans. La réception de leur voisin écaussinnois permettait aux joueurs naastois de fêter leur titre à domicile et ils y ont mis la manière.

NAAST ECAUSSINNES

Les buts : 45e Debelic, 50e Alageyik, 61e Debelic, 88e Goraz.
Naast : Decoman, Ngjarnisa (65e Donkov), Antinoro, Alageyik, Charlier, Demol (70e Pantich), Cordano, Hense (70e Teupels), Goraz, Vandewalle (63e Ripot), Debelic.
Ecaussinnes : T. Molroux, Van Den Bergh, Aléouat, Bardau, Vanderheez, Jasse (70e De Laever), Nicolas (54e Dupont), Cardoen, A. Molroux, Augello (54e Bascotte), Mutato (70e Lametah).
Cartes jaunes : Jasse, Demol.
Arbitre : M. Thomas.

GEOFFREY LEROY

Le club local avait préparé les festivités pour l'accession de leur équipe première à l'élite provinciale. Feux de bengale lors de l'entrée des joueurs sur le terrain, haie d'honneur des jeunes U14 également champions de leur série et pour couronner le tout, le public avait répondu présent.

Les Ecaussinnois pointaient le bout du nez en début de rencontre dans le camp de l'équipe naastoise mais ces derniers prenaient rapidement la direction des opérations. Les protégés de Serge Dehon faisaient le gros dos et juste avant la pause, Diego Debelic faisait sauter le verrou écaussinnois : « Nous avons bien débuté

le match, nous étions bien en place mais Naast est un beau champion et nous retournons en P3 avec l'expérience acquise cette saison en P2 », nous confiait Serge Dehon, le T1 écaussinnois.

« UNE ÉQUIPE ÉQUILIBRÉE »

La seconde période reprenait et les champions en titres plantaient encore trois buts pour sceller définitivement leur victoire. Rémy Di Nolfo, le mentor naastois, était forcément très satisfait de la saison prestée par ses joueurs : « Le groupe est soudé et ils

Nos 240 photos et vidéos de ce derby sont sur sudinfo.be (Centre, sport)



veulent absolument rester ensemble. Nous avons réussi à créer une équipe équilibrée avec les bonnes personnes et cela a bien fonctionné vu que nous



Les Naastois ont dignement fêté le titre. © David Claes

coiffons les lauriers de champion. On va garder tout le monde c'est sûr et certain ».

Et de continuer : « Nous avons une équipe jeune qui a bien été encadrée par des gars comme Thomas Demol et Selçuk Alageyik qui ont beaucoup d'expérience. Cela a créé un équilibre aussi bien dans le vestiaire que sur le terrain. Nous avons déjà

ciblé trois joueurs prioritaires pour la saison prochaine, on va travailler afin de faire venir ces différents profils chez nous, nous aurons également besoin d'un deuxième gardien à la suite du départ de Paolo en début de saison (NDLR : Paolo Busacca parti à Houdeng) que nous n'avons jamais réussi à combler ».

Pour conclure, Eric Vane-

berg, le président de Naast se projetait déjà : « Notre accession en P1 est due au travail de toute une équipe, des bénévoles, d'un club. Pour la saison prochaine nous visons trois nouveaux joueurs, un gardien et quelques U21 mais on devra trouver de nouveaux partenaires commerciaux afin de pouvoir tenir la route dans l'élite provinciale ». ■

LE SONÉGIEN JASON CHERON À LA CONQUÊTE DU MARATHON DE VIENNE

Le dimanche 19 avril est organisé le marathon de Vienne en Autriche. Un évènement auquel Jason Cheron, un marathonien amateur sonégien, a décidé de participer. Il s'exprime sur son parcours jusqu'ici.

THÉO LUX

Jason Cheron se rendra en Autriche, plus précisément à Vienne, pour participer à un marathon, accompagné de ses amis. « J'ai mon kiné qui y est inscrit et comme c'est un bon ami à moi, je me suis dit pourquoi pas y aller aussi. Ça fait depuis janvier que je m'entraîne cinq fois par semaine, après mes heures de travail. La plus grosse semaine d'entraînement que j'ai faite, c'était l'équivalent de 100 kilomètres parcourus. Je fais trois entraînements d'endurances, et deux entraînements plus spécifiques avec de la vitesse par semaine », explique Jason Cheron.

Un marathonien amateur, certes, mais pas dépourvu d'expérience pour autant. « J'ai fait le semi-marathon du Mont Ventoux pour la deuxième fois, et aussi d'autres marathons à travers la Belgique. La course, c'est quelque chose qui permet de voir des paysages magnifiques

comme au Mont Ventoux justement. C'est aussi une ambiance particulière sur un lieu mythique, qui ne vous laisse jamais de repos, de par la côte constante. Faire le marathon de Vienne, ce serait pour moi une grande fierté. C'est un dépassement de soi », ajoute le marathonien de 35 ans.

UN VOYAGE QU'IL NE FERA PAS SEUL

Pour l'accompagner dans son voyage, Jason sera accompagné de plusieurs de ses amis. « Je me suis fixé l'objectif de finir en dessous de 2h50 avec mon ami kiné. J'ai deux autres amis marathoniens qui sont inscrits aussi, il y en a un sur le semi-marathon, et l'autre sur le marathon comme nous, mais pas avec les mêmes objectifs. Je ferais le déplacement de ma poche, sans sponsors », confie le Sonégien.

Un beau parcours donc, pour quelqu'un tombé un peu par hasard dans la course à pied. « Mon papa s'est décidé à se mettre à la course à pied avec



Un défi qui a nécessité une grosse préparation. © D.R.

l'action « Je cours pour ma forme » à Soignies. Donc j'ai participé avec lui, mais il n'a pas pu continuer mais moi oui, donc j'ai pris le pli de m'entraîner avec eux. Ensuite, je suis parti avec un groupe de Soignies qui s'appelle « Les Trottoyeurs ». À partir de là, j'ai vraiment été piqué, et je

ne me suis plus arrêté de courir », raconte Jason Cheron. Jason partage aussi quelques conseils précieux, pour les personnes qui commenceraient la course à pied. « Généralement, l'erreur qu'on fait quand on commence, c'est de se dire qu'on se sent bien donc, on court on court, et au

final, le volume devient trop grand. C'est souvent ce qui cause des blessures au début, donc, c'est à éviter absolument pour pouvoir continuer à courir. Il ne faut pas vouloir trop en faire », conclut Jason Cheron. ■

LE SOIR

Prix des carburants : chiffrer puis décider d'aider... ou pas

Face au prix des carburants, le gouvernement planche à nouveau cette semaine sur la possibilité d'aides ciblées. Avec comme point de départ : chiffrer précisément le gain fiscal réalisé par l'Etat. Pour l'heure, les partis de la majorité campent sur leurs positions.

MA.D.

Les prix des carburants sont, pour l'heure, repartis à la baisse. Est-ce de nature à influencer le débat au sein du gouvernement, qui va de nouveau, vendredi en kern, débattre de potentielles aides aux personnes confrontées à l'augmentation des coûts des déplacements domicile-travail et aux ménages les plus vulnérables qui se chauffent aux combustibles fossiles – dans la foulée de ce qui a été décidé voici dix jours ? Cette semaine en tout cas, des réunions intercabines sont prévues, avant la réunion du gouvernement le 17 avril donc, pour lesquelles les cinq partis de la majorité (N-VA, MR, Les Engagés, CD&V et Vooruit) ont dû déposer, ce week-end, leurs fiches techniques et propositions.

La première étape consistera à « déterminer le budget disponible en fonction des gains fiscaux », c'est-à-dire à chiffrer la hauteur du gain réalisé par l'Etat en raison de la hausse des prix de l'énergie. « Et on a du mal à avoir les chiffres du SPF Finances », nous glisse-

t-on dans l'Arizona. « Les chiffres varient entre 40, 50, 60 et même 70 millions d'euros. » Une fois ce montant chiffré, restera à préciser quelles aides concrètes seront prévues et qui elles cibleront précisément. Et là, à ce stade, chacun semble camper sur ses positions.

Au MR, nous confirme le vice-Premier ministre David Clarinval, on reste partisan du cliquet inversé. Et ce, dès que le prix à la pompe dépasse les 2 euros par litre, avec application immédiate. Mais l'on se sait en minorité à cet égard. On entend donc en tout cas que les millions générés par la crise énergétique servent aux ménages et aux entreprises, notamment aux travailleurs, aux publics précarisés, aux indépendants, aux agriculteurs. Et l'on réfute l'idée selon laquelle le gouvernement gagnerait du temps, attendant que les prix diminuent : l'instabilité actuelle est telle que les prévisions sont quasi impossibles, justifie-t-on. L'Arizona réfléchit donc à plusieurs scénarios.

« Si les prix d'aujourd'hui se maintiennent... »

Du côté des Engagés, on n'a pas changé d'avis non plus : « On doit redistribuer le surplus de taxes perçues », nous dit le président Yvan Verougstraete. Qui évoquait ce week-end dans *La libre* la possibilité de ne pas intervenir si le litre de diesel repasse sous les 2 euros. « Si le prix diminue, les rentrées seront plus faibles », nous précise-t-il. « Je ne dis pas que rien ne sera possible, mais les montants seront limités. Nous avons identifié une série de mesures possibles et nous verrons en fonction des montants ce qui sera possible. Avec une priorité pour les travailleurs et pour les ménages vulnérables, avec une attention particulière pour ceux qui n'ont d'autre choix que de se chauffer au mazout. »

Au CD&V, la position reste la même également, proche de celle des Engagés : « Lorsque le gouvernement perçoit des recettes supplémentaires en raison de prix durablement plus élevés, nous devons les utiliser de manière temporaire et ciblée pour soutenir les personnes qui en ont besoin », nous



confirme le cabinet du vice-Premier ministre Vincent Van Peteghem. Qui précise : « La situation doit être suivie quotidiennement, elle reste particulièrement fragile. » Et on en revient au point de départ : il faut d'abord voir « s'il y a des recettes supplémentaires et à quel niveau elles sont estimées. Si les prix d'aujourd'hui se maintiennent, et que nous ne constatons donc pas de prix durablement plus élevés, il y a vraisemblablement à peine ou pas du tout de recettes supplémentaires pour le gouvernement pouvant être utilisées pour un soutien de manière temporaire et ciblée. »

Vooruit partage l'idée de mesures ciblées. Mais à la N-VA, on le sait, c'est la rigueur budgétaire qui tient avant tout lieu de boussole, et l'on n'est donc pas chaud pour des mesures temporaires, même si le principe en a été accepté début avril. Décision concrète ce vendredi ? « Tout le monde l'espère... », nous souffle-t-on dans un cabinet.

Dans les rangs de la N-VA, c'est la rigueur budgétaire qui tient avant tout lieu de boussole. DE BELGA

Quelles seront les conséquences de la grève qui se poursuit chez bpost ?

Les négociations reprennent lundi sur le plan contesté. Les livraisons sont très perturbées, des millions d'envois sont en retard. Le point en quatre questions.

MICHEL DE MUELENAERE

Le mouvement de grève entamé chez bpost à la fin du mois de mars, se poursuivra vraisemblablement cette semaine. Officiellement, la Wallonie a été plus affectée par le mouvement que la Flandre et que Bruxelles, bien que les syndicats contestent cette analyse. « Des piquets ont été maintenus ce week-end, je n'ai jamais vu cela », comment Thierry Tasset, secrétaire général de la CGSP Poste. Les travailleurs grévistes protestent contre le plan de transformation annoncé par la direction qui a notamment un impact sur les horaires de travail des facteurs, sur l'organisation de leur vie privée et qui, disent-ils, ferait de la Poste une « plateforme pour les colis au détriment du métier de facteur. » Les négociations n'ont jusqu'ici rien donné.

Direction et syndicats se retrouvent ce lundi matin pour une nouvelle séance de négociation. « Ce sera la journée de tous les espoirs et tous les dangers », commente Stéphane Daus-saint (CSC). « La direction refusait jusqu'ici de discuter du plan de transformation, préférant limiter les discussions à la convention collective. Désormais, le plan lui-même est sur la table. »

1

A quoi s'attendre cette semaine ?

Seulement six centres de distribution étaient opérationnels, vendredi, des centres de tri ont été bloqués. A

Bruxelles, trois centres de distribution ont été perturbés, le centre de tri a été libéré. Cette semaine, la livraison des lettres et des colis restera donc fortement perturbée. « Il y a effectivement plus de mobilisation en Wallonie et à Bruxelles », reconnaît la CSC. « Mais à plusieurs reprises les Flamands ont manifesté leur mécontentement. Ils attendent les résultats de la négociation. » « Du côté bruxellois et wallon, les trois organisations sont alignées », ajoute Tasset. « Et une bonne moitié de la Flandre nous suit quand même ». Du côté syndical, on déplore une communication qui « met de l'huile sur le feu », « des groupes de travail qui n'ont mené à rien » et des interlocuteurs « peu enclins à la recherche du compromis. »

2

Que faire si vous devez envoyer un courrier ou un colis ?

Avant tout, privilégier d'autres canaux : le mail ou des entreprises privées de livraison, comme les courriers à vélo qui transportent lettres et colis. S'il n'y a pas d'urgence, la meilleure solution est d'attendre. Faut-il se présenter au guichet (si celui-ci est ouvert) ? L'entreprise postale a déjà dû refuser des colis. « Nous avons dû mettre des limites pour certains clients », a indiqué une porte-parole. « Mon conseil est de patienter en attendant la reprise », poursuit Daus-saint. « Dans tous les cas, le courrier déposé le jour est le courrier priori-

taire. Le reliquat est apuré progressivement. »

3

Que faire si vous attendez un courrier ou un colis ?

Les clients de bpost peuvent suivre leurs expéditions en ligne via Track & Trace et l'app My Bpost, indique la compagnie. « Le personnel du service client peut également fournir de l'information sur le statut du colis. »

4

Et pour la suite ?

Une réunion « décisive » se tient donc entre la direction et les syndicats ce lundi. Objectif : avoir un accord « complet » d'ici la fin du mois. Mais tous les négociateurs reconnaissent qu'il faudra un déblocage avant, « à condition que les postiers reprennent le travail. » Envisageable ? « Nous sommes conscients qu'il faut du changement. Mais je ne pense pas qu'en face on réalise vraiment l'ampleur des choses », glisse Thierry Tasset.

Certaines sources syndicales parlent de 8 millions de lettres et près de 500.000 colis en souffrance ; d'autres de 400.000 colis et 20 millions de lettres. Bpost n'évalue pas. Si la grève s'achève, il faudra en tout cas plusieurs jours pour résorber le retard, précise la porte-parole de l'opérateur. Colis et courriers urgents comme les recommandés et les plaques d'immatriculation, seront traités prioritairement.

La Libre BELGIQUE

La Wallonie réduit le nombre de points de contacts pour les demandeurs d'emploi

■ Au 1^{er} janvier 2027, ils devraient passer de 311 à 43 pour l'ensemble du territoire.

Pour celui ou celle qui cherche un emploi en Wallonie, les possibilités de contact avec une structure publique ou parapublique sont nombreuses. Entre le Forem, les Agences locales pour l'emploi (ALE), les maisons de l'emploi ou encore les relais de l'emploi, il est parfois difficile de s'y retrouver.

Le ministre wallon en charge de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet (MR) annonce que pour le 1^{er} janvier 2027 au plus tard, tous ces points de contacts seront réduits puisqu'ils passeront de 311 à 43 et surtout, ils proposeront l'ensemble des services qui sont aujourd'hui disponibles pour les demandeurs d'emploi. *"Cette réforme met fin à la dispersion des services et crée de véritables portes d'entrée vers l'emploi, organisées autour des besoins réels des chercheurs d'emploi. Ces nouveaux lieux, pleinement opérationnels, rassembleront tous les services utiles en un seul endroit afin de rendre*

le parcours vers l'emploi plus simple, plus cohérent et plus efficace", explique le ministre.

Ces 43 points de contact uniques regrouperont ainsi les services du Forem et ceux des acteurs locaux de l'insertion professionnelle comme les MIRE, CISP, CPAS, IDESS, TRES ou Régies des Quartiers. *"Leur présence permettra de proposer, dans un même lieu, une offre de services coordonnée et adaptée aux besoins des chercheurs d'emploi éloignés du marché du travail"*, insiste le ministre.

Ils pourront y trouver information et conseils, ils pourront s'inscrire comme demandeurs d'emploi, ils pourront y recevoir un accompagnement et une orientation, participer à des ateliers et des activités collectives de développement des compétences et y être renseignés sur les offres d'emploi qui peuvent leur correspondre. *"Il s'agit de proposer un accompagnement personnalisé, multidimensionnel, et accessible, dans un environnement simplifié"*, ajoute Jeholet.

Pour les plus éloignés du marché du travail

La cible principale de ces points de contact uniques sera, selon le cabi-

La cible principale de ces points de contact uniques sera, selon le cabinet du ministre, d'offrir un accompagnement de proximité.

net du ministre, d'offrir un accompagnement de proximité. Ils cibleront de manière principale ceux et celles qui sont les plus éloignés de l'emploi. Ceux que le ministre considère comme ayant une *"employabilité faible ou très faible, qui ont besoin d'un accompagnement plus spécifique"*. Quant à ceux qui sont employables plus rapidement, ils pourront aussi y trouver un accompagnement.

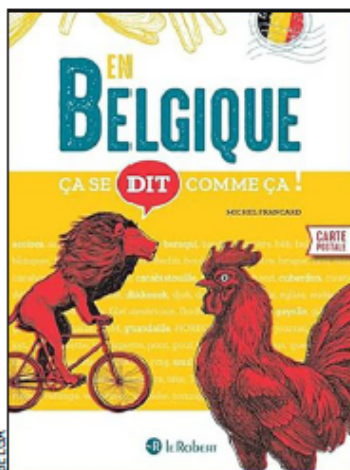
Pour travailler de manière efficace, le ministre prévoit que ces points de contact utiliseront le dossier unique géré par le Forem dans lequel chaque intervenant disposera d'un accès afin que la situation de la personne aidée soit complète et éviter des doublons.

Chaque point disposera d'une personne venant du Forem, de conseillers en accompagnement, d'assistants sociaux et d'un assistant technique. *"L'objectif est simple: que chaque chercheur d'emploi trouve, en un seul lieu, les réponses à ses besoins. Cette réforme n'est pas une réorganisation administrative: c'est un investissement dans l'efficacité, la lisibilité et l'accompagnement humain"*, conclut le ministre.

Stéphane Tassin

Mais d'où viennent les belgicisms ?

Langue Michel Francard signe un nouveau livre sur les belgicisms. L'occasion de revenir, avec le linguiste, sur l'origine de certains mots ou expressions.



Entretien
Jacques Besnard

De par mon métier, j'aborde les langues d'un point de vue descriptiviste: je décris des usages. Mais ce qui me fascine, ce sont les gens qui utilisent les variétés d'une langue, ce qu'ils font avec la langue ou les langues à leur disposition", explique Michel Francard. Son *Dictionnaire des belgicisms* (De Boeck Supérieur) en est déjà à sa troisième édition. À la demande du Robert, ce linguiste spécialiste du français et professeur émérite à l'UCLouvain publie *Ça se dit comme ça en Belgique*. Cette compilation de 150 mots, ludique et illustrée, nous plonge dans les spécificités du français d'ici. Des mots qui "chantent notre histoire et notre culture".

Quelle est votre définition d'un belgicisme ?

C'est une particularité du français en Belgique. Il s'agit d'un mot, d'une expression, parfois d'une prononciation, qui ne sont pas intégrés dans les dictionnaires du français de référence, centrés sur le français du centre de la France. À noter qu'il y a des particularismes du français en Belgique qu'on retrouve dans d'autres régions ou pays. Nous ne sommes pas "propriétaires" de tous les belgicisms.

En France, les professeurs distribuaient un sabot aux élèves qui parlaient breton à l'école, par exemple, pour les punir, les stigmatiser et les obliger à parler français. Ce fut la même chose en Belgique ?

"L'insécurité linguistique est un sentiment qui est propre à l'ensemble des francophones que nous appelons 'périphériques', par rapport au centre de l'Hexagone."



Michel Francard

centre de l'Hexagone. Ces francophones périphériques veulent s'approprier un modèle mythique, LE français de France (ou de Paris), qui est proprement inatteignable. D'où un sentiment d'insécurité linguistique, celui de se sentir illégitime dans sa propre langue. Cette insécurité remonte au Moyen Âge: on possède des témoignages de poètes, comme le Picard Conon de Béthune, dont on se moque à la Cour royale, à Paris, parce qu'il a dit "des mots d'Artois". Ce sentiment a perduré dans les aires francophones périphériques et a culminé dans les années 1960-1970, avec des chasses aux belgicisms, aux helvétismes ou aux canadianismes, etc. Aujourd'hui, cette mentalité n'est plus d'actualité, en particulier chez les plus jeunes.

Si vous lisez "j'ai facile à" dans une copie d'étudiant. Que dites-vous à cet élève ?

Je fais la différence entre, d'une part, le linguiste qui décrit un usage et constate que "j'ai facile" s'entend et peut même s'écrire; d'autre part, le formateur d'enseignants de français. J'attire donc l'attention de ceux-ci sur cette double dimension: la variété des usages et les contraintes qui peuvent peser sur certains d'entre eux. Acceptable en contexte familier, "j'ai facile" n'a pas vraiment sa place dans un texte "académique".

Vous parlez de dérégionalisation à propos des mots spécifiques à une région qui entrent dans le français "général". Quels belgicisms ont essaimé dans le reste dans la francophonie ?

Ils sont rares, mais ça peut arriver, grâce à la



BENOIT DOPPAGNE/BELGA

Linkebeek est l'une des "communes à facilités", un belgicisme institutionnel.

Oui, sauf que, chez nous, l'instauration de l'école primaire obligatoire gratuite, qui a entraîné l'éradication des langues régionales, date de 1919. C'est bien plus tard qu'en France, avec les lois de Jules Ferry (*en 1881-1882, NdR*). Ce qui explique que les langues régionales sont mieux conservées en Belgique que dans certaines régions de France.

Pour avoir vécu à Moncton, au Nouveau-Brunswick, la seule province bilingue du Canada, j'ai ressenti la "honte", la "gêne" qu'avaient certains locaux pour parler français devant un "Français de France". Dans cette région, le "chiac", une langue vernaculaire mélangeant français, vieux français, anglais et expressions acadiennes s'est développé. Vous parlez d'une chasse aux belgicisms qui a créé une insécurité linguistique en Belgique dans les années 1960-70?

Coïncidence: j'ai travaillé à Moncton sur l'insécurité linguistique présente dans cette région. Elle est plus forte qu'en Belgique, mais c'est un sentiment qui est propre à l'ensemble des francophones que nous appelons "périphériques", par rapport au

"Le belgicisme est une particularité du français en Belgique. Il s'agit d'un mot, d'une expression, parfois d'une prononciation, qui ne sont pas intégrés dans les dictionnaires du français de référence."

Michel Francard

proximité géographique. Le nom "carabistouille" est un bel exemple. Il s'est diffusé en France grâce au président Macron, qui vient d'Amiens, où ce mot est utilisé. Le verbe "arborer" a également franchi la frontière. On l'utilise en Belgique pour qualifier une propriété plantée d'arbres, non comme une savane, mais par une intervention humaine. On le trouve en Wallonie, dès 1613, dans des textes notariaux et il se répand en France aujourd'hui. Le mot "brol" est aujourd'hui mieux connu en France grâce à la chanteuse Angèle.

Quel est votre belgicisme préféré?

Ils m'intéressent tous. Je vous propose le plus récent que nous avons enregistré – et qui n'est pas encore dans le *Dictionnaire des belgicisms*: la locution "pièce à casser". Elle fait partie du vocabulaire des réunions, des négociations. Je soumetts un texte à la discussion en le présentant comme une "pièce à casser", c'est-à-dire soumise à la critique, même la plus radicale.

→ "Ça se dit comme ça en Belgique", Michel Francard, *Le Robert* (144 pp., 13,90€).

Des archaïsmes

C'est le cas du terme 'athénée', qui désignait, à la Révolution française, un établissement d'instruction publique. Cette dénomination s'est perdue dans le français général, mais pas en Belgique. Le nom 'auditoire', pour le bâtiment où se déroule le cours, était connu auparavant en France dans cette acception, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui: il y désigne uniquement une assemblée d'auditeurs. On peut citer également nonante, septante, et le mot 'minerval'. Ce dernier remonte à l'Antiquité et à Minerve, la déesse protectrice des Sciences. À l'occasion de fêtes en l'honneur de Minerve, les écoliers romains remerciaient leurs maîtres par des cadeaux. Le terme a survécu chez nous et au Luxembourg.

Les innovations lexicales

C'est la composante la plus importante des belgicisms. Ce sont des mots créés par les Belges francophones en rapport avec des nécessités du quotidien. Il y en a beaucoup dans l'administration et dans la politique. Ce qui montre bien que le français de Belgique n'est pas un français 'régional'. Dans ce vocabulaire spécifique, on trouve 'asbl' par exemple. Dans le droit aussi, il est évident que les évolutions constitutionnelles sont à la source d'une belle créativité lexicale: pensons à 'communes à facilités' ou 'asexué linguistique'. Le terme 'chèvrechoutiste', une personne qui cherche à satisfaire tout le monde, est aussi un bel exemple d'innovation lexicale.

Le poids de l'Histoire

En Belgique, on nomme 'barrière Nadar', la barrière métallique chargée de canaliser une foule. En France, on l'appelle 'barrière Vauban'. Nadar, bien connu pour ses portraits photographiques, était aussi passionné par l'aéronautique. Il avait été invité à ce titre à Bruxelles le 26 septembre 1864 pour une ascension dans un ballon nommé 'Géant'. L'administration communale avait fait disposer des barrières pour assurer la sécurité, qui ont donc gardé son nom. Nadar n'était pas content que son nom soit associé à une barrière, comme il l'écrivit dans une lettre envoyée au journal Le Petit bleu du matin, lui qui n'avait jamais voulu de barrières.

Et l'anglais ?

L'anglais est notamment présent dans le lexique du football. Un 'assist', un 'auto-goal', un 'back droit', un 'shot'... Notre pays a été l'un des premiers à organiser un championnat de football en dehors de l'Angleterre. Je pense que les anglicismes dans le lexique du football s'expliquent par un certain conservatisme et par la relative familiarité des Belges avec le football britannique. La 'fancy-fair', nom également attesté à l'île Maurice, existait dans l'Angleterre du XIX^e siècle pour désigner des fêtes de charité, mais il a aujourd'hui disparu de l'anglais, alors que nous le conservons en Belgique, avec un sens quelque peu différent.

Emprunts au flamand

On peut parler du 'conducteur fantôme', qui est un calque du néerlandais 'spookrijder'. C'est un emprunt, mais qu'on ne perçoit pas phonétiquement. Alors que si je vous dis 'stoemding', la prononciation ne fait pas très roman... C'est le cas du nom 'brol', qui veut dire camelote ou du verbe 'blinquer' (astiquer), qui s'est répandu grâce au service militaire obligatoire. Il est calqué sur le néerlandais 'blinken'. On peut aussi citer le mot 'crolle', qui vient de 'krol' (boucle de cheveux) ou 'dringuelle', issu de 'drinkgeld' (pourboire). Le langage étudiant compte plusieurs emprunts au néerlandais de par la présence d'étudiants francophones en Flandre, en particulier à Leuven, jusqu'à la fin des années 1970. Comme le mot 'kot'. À noter que le nom 'action' (promo) est emprunté au mot allemand 'Aktion', qui s'est diffusé dans les années 1990 via les prospectus des supermarchés allemands: Aldi, Lidl... On le trouve aussi en Suisse romande.

L'héritage des langues régionales romanes

D'autres formes viennent des langues régionales de la Wallonie. Par exemple, le mot 'cougnou' et sa variante 'cougnole' se rattachent au wallon/picard 'cougn', qui signifie coin. Au départ, la pâtisserie avait la forme d'un losange et donc d'un double coin. Le terme 'goulafé' (goinfre), également wallon, est dérivé du mot 'goule' (bouche, gueule), que l'on retrouve dans certaines régions de France (Champagne, Normandie...). Le mot 'djok', qui désigne un perchoir en wallon, signifie W.-C. en français de Belgique.



**Pression croissante sur le CPAS de Soignies
suite à la troisième vague d'exclusions du
chômage**

<https://www.antennecentre.tv/actu/pression-croissante-sur-le-cpas-de-soignies-suite-la-troisieme-vague-dexclusions-du-chomage/28266>

Boucle du Hainaut : les partenaires sociaux et environnementaux demandent une décision finale avant l'été

<https://www.antennecentre.tv/actu/boucle-du-hainaut-les-partenaires-sociaux-et-environnementaux-demandent-une-decision-finale-avant/28260>

**Mignault: près de 300 riverains se mobilisent
contre la Boucle du Hainaut**

<https://www.antennecentre.tv/actu/mignault-pres-de-300-riverains-se-mobilisent-contre-la-boucle-du-hainaut/28261>